

RAPPORT D'ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

Le Conseil de la Communauté de communes est invité à tenir son Débat d'Orientations Budgétaires (DOB) afin de discuter des grandes orientations du prochain budget primitif, conformément à l'article L.2312-1 du Code général des collectivités territoriales. La tenue d'un DOB est obligatoire et ce, dans les deux mois précédant l'examen du budget primitif.

Le débat est acté par une délibération spécifique transmise au représentant de l'État. Néanmoins, le DOB ne présente aucun caractère décisionnel.

L'exécutif de l'EPCI présente à son assemblée délibérante un rapport sur :

- **les orientations budgétaires** : évolutions prévisionnelles de dépenses et recettes (fonctionnement et investissement), en précisant les hypothèses d'évolution retenues notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions et les évolutions relatives aux relations financières entre une commune et l'EPCI dont elle est membre, les besoins de financement de la collectivité
- **les engagements pluriannuels envisagés** : programmation des investissements avec une prévision des recettes et des dépenses,
- **la structure et la gestion de la dette contractée**, les perspectives pour le projet de budget, en précisant le profil de dette visé pour l'exercice
- **les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité.**

De plus, pour les communes de plus de 10 000 habitants et les EPCI de plus de 10 000 habitants comprenant au moins une commune de 3 500 habitants, les départements, les régions et les métropoles, le rapport de présentation du DOB comporte également une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses et des effectifs. Il précise notamment l'exécution des dépenses de personnel.

Le DOB des EPCI doit être transmis obligatoirement aux communes membres et celui des communes au président de l'EPCI dont la commune est membre dans un délai de 15 jours (décret n° 2016-841 du 24/06/2016).

Dans un délai de 15 jours suivant la tenue du DOB, il doit également être mis à la disposition du public. Le public doit être avisé de cette mise à disposition par tout moyen (site internet, publication, ...) (décret n°2016-841 du 24/06/2016). Afin de permettre aux citoyens de disposer d'informations financières claires et lisibles, le rapport adressé aux organes délibérants à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires de l'exercice doit être mis en ligne sur le site internet de la collectivité, lorsqu'il existe, dans un délai d'un mois après leur adoption.

(Décret n° 2016-834 du 23 juin 2016 relatif à la mise en ligne par les collectivités territoriales et par leurs établissements publics de coopération de documents d'informations budgétaires et financières).

Table des matières

1 - Le contexte d'élaboration du budget 2025	3
1.1 - Le contexte économique et les hypothèses retenues par le Gouvernement pour le Projet de loi de finances 2025	3
1.2 - Le rappel des résultats budgétaires 2022/2023	5
1.3 – Analyse des équilibres financiers 2022-2023 – budget principal	6
1.4 – Les prévisions d'atterrissages pour le budget principal et les budgets annexes	7
1.4.1 - le budget principal	7
1.4.2 - le budget annexe : SERVICE AIDE A DOMICILE	8
1.4.3– le Budget annexe : AUTORISATION DU DROIT DES SOLS	8
1.4.4 – le budget annexe : OFFICE DU TOURISME	9
1.4.5 – Le budget annexe : RESIDENCE JEAN GUENIER	9
1.4.6 - le budget annexe : SERVICE ASSAINISSEMENT COLLECTIF	10
1.4.7 - Le budget annexe : SPANC	10
1.4.8 - Le budget annexe : ZONE ACTIVITE QUILLEBEUF	11
1.4.9 – le budget annexe : ZONE ARTISANAL THUIT ANGER	11
1.4.10– le budget annexe : PARC DU ROUMOIS	12
2 - Les marges de manœuvre financières pour 2025	12
2.1 - Des recettes de fonctionnement estimées pour 2025	12
2.2 : Les dépenses de fonctionnement maîtrisées pour 2025	13
2.3 - La programmation des investissements en cours d'élaboration	15
2.4 - Le contrat de Relance et de Transitions Ecologique (CRTE)	16
2.5 - Les recettes d'investissement	16
2.6 - Les engagements pluriannuels	16
2.7 - Le fonds de concours	16
2.8- la structure et la gestion de la dette	19

1 - Le contexte d'élaboration du budget 2025

1.1 - Le contexte économique et les hypothèses retenues par le Gouvernement pour le Projet de loi de finances 2025

Au moment de la rédaction de ce rapport, le projet de loi de finances 2025 n'a pas été adopté.

Suspendu par la censure en décembre du gouvernement Barnier, l'examen du projet de budget de l'Etat pour 2025 - le projet de loi de finances (PLF) - va reprendre précisément là où il s'est arrêté au Parlement. Pour gagner du temps, le gouvernement a en effet opté pour cette option, excluant de fait l'hypothèse de repartir de zéro avec un autre projet, ce qui aurait nécessité plusieurs semaines supplémentaires de débats.

A ce stade, l'Assemblée nationale a rejeté le PLF en première lecture. Quant au Sénat, il a approuvé le volet des recettes et reprend cette semaine l'examen de la partie relative aux dépenses.

Le vote solennel sur l'ensemble du projet de budget de l'Etat est prévu le 23 janvier au Sénat, en première lecture. A partir de là, le gouvernement peut convoquer une commission mixte paritaire (CMP), réunion de sept sénateurs et sept députés chargés de proposer des ajustements pour aboutir à un texte de compromis.

Lors de sa déclaration de politique générale, ce mardi 14 janvier 2025 devant l'Assemblée nationale. le Premier Ministre, François BAYROU a précisé ses priorités :

Remettre en chantier la question des retraites

Revenant sur le sujet de la réforme des retraites, François Bayrou a indiqué vouloir confier une « mission flash » de quelques semaines à la Cour des comptes pour établir la réalité des chiffres.

Une délégation permanente rassemblant les partenaires sociaux sur ce sujet sera réunie dès vendredi 17 janvier 2025. Sur la base des chiffres de la Cour des comptes, une conférence sociale, réunie en conclave, disposera de trois mois pour trouver « un accord d'équilibre et de meilleure justice » qui pourra être transcrit dans la prochaine loi de financement de la sécurité sociale. Sans accord, c'est la réforme actuelle qui continuera de s'appliquer.

Adopter les budgets

Le Premier ministre a réaffirmé la stratégie pluriannuelle de rétablissement des comptes, avec le maintien de l'objectif de retour à 3 % du déficit en 2029. Il a cependant révisé les **prévisions de croissance pour 2025 en les ramenant de 1 % à 0,9 %, avec un déficit public envisagé à 5,4 % pour 2025.**

Sur la réforme de l'État, le chef du Gouvernement a souligné la nécessité de repenser tous les budgets, dès le printemps, au regard du service à rendre et non du budget précédent augmenté de l'inflation, et annoncé l'examen de l'organisation publique, notamment des 1 000 agences ou organes de l'État.

Il a également prévu la création d'un fonds spécial dédié à la réforme de l'État, financé avec une partie des actifs immobiliers, afin de réaliser uniquement des investissements (comme le déploiement de l'intelligence artificielle dans les services publics) et non des dépenses de fonctionnement.

Réduire les normes et débureaucratiser

Déplorant une bureaucratie « incroyablement lourde », François Bayrou a indiqué que le Gouvernement s'engagera dans un puissant mouvement de débureaucratiation.

Redonner une place centrale aux collectivités locales

Pour les soutenir dans leur action centrale pour l'État, le Premier ministre assure que son gouvernement confortera les avancées sur des sujets comme l'eau, l'assainissement, le statut et la protection des élus

Sur le plan financier, l'effort financier demandé aux collectivités sera ramené de 5 milliards d'euros initialement envisagés en 2025 à 2,2 milliards d'euros.

S'inspirant du modèle de Notre-Dame, François Bayrou veut que des opérations « commandos » soient organisées, en lien avec les collectivités, pour débloquer 100 projets sur tout le territoire.

Ne connaissant pas à ce jour le détail de l'effort financier qui sera demandé aux collectivités locales nous ne pouvons que reprendre les mesures prévues initialement du PLF 2025 présenté par le gouvernement de Michel BARNIER dont l'examen reprend au Sénat le 15 janvier 2025.

Ainsi dans un rapport publié le 2 octobre 2024, la **Cour des comptes se penche sur les possibilités de faire contribuer les collectivités territoriales au redressement des comptes publics.**

Le rapport examine les modalités possibles de participation des collectivités au redressement des finances publiques, avec toute une série de propositions qui, si elles étaient mises en œuvre, imposeraient aux collectivités une véritable cure d'austérité, sans doute plus puissante qu'avec les « contrats de Cahors ».

La Cour des comptes propose notamment de réduire le FCTVA pour renforcer une dotation d'investissement (regroupant la DETR et la DSIL) fléchée vers le financement de la transition écologique, de réduire les effectifs dans les collectivités (pour revenir au niveau de 2010), de faire plus de mutualisation, de supprimer l'indexation automatique de la revalorisation des valeurs locatives cadastrales en fonction de l'inflation, de modifier les règles d'amortissement, d'écarter l'augmentation en volume des recettes de TVA affectées aux collectivités territoriales et les réaffecter au budget de l'Etat.

Malgré un contexte contraint, les transferts financiers de l'Etat aux collectivités territoriales sont stables en 2025

Les transferts financiers de l'État, en progression depuis 2018, se stabilisent en 2025.

Le montant de la DGF 2025 est maintenu stable par rapport à l'année 2024, après deux années de hausse exceptionnelle (+ 640 M€ entre 2023 et 2024).

Une péréquation renforcée au sein de la dotation globale de fonctionnement

La trajectoire poursuivie depuis plusieurs années, le PLF 2025 prévoit de poursuivre l'approfondissement de la dimension péréquatrice de la DGF afin de rendre sa répartition plus équitable.

Les augmentations prévues par la LFI 2024 : +90M€ pour la dotation d'intercommunalité et +10M€ pour la péréquation départementale seront reconduites.

Un redéploiement des composantes figées ou semi-figées de la DGF (dotation forfaitaire des communes et dotation de compensation des EPCI) est envisagé.

Un maintien des dotations d'investissement des collectivités locales, à l'exception du Fonds vert

Les dotations de droit commun (DETR, DSIL) sont maintenues à un niveau élevé, identique à celui de 2024 (1,046 Md€ de DETR, 570 M€ de DSIL) à l'exception du Fonds Vert qui diminue (- 1.5 Md€).

Le PLF 2025 fixe l'objectif d'un solde à -5 % du PIB en 2025

En 2025, le déficit public serait de -5,0 %. Pour parvenir à cet objectif, l'effort doit être de 60 Md€ dont deux tiers de baisse de la dépense (40 Md€) et un tiers de hausse de la fiscalité (20 Md€).

La contribution des collectivités territoriales au redressement des finances publiques

La contribution des collectivités au redressement des finances publiques, initialement d'un montant d'environ 5 Md€, est maintenant de 2,2 Md€ se fera au moyen de trois mécanismes :

- un mécanisme de précaution pour les collectivités ciblé sur les plus grandes collectivités, correspondant à une mise en réserve de fonds, afin d'associer à l'effort de redressement des comptes publics et de renforcer à terme les mécanismes locaux de précaution et de péréquation (3 Md€).
- une stabilité de la dynamique de TVA affectée aux collectivités territoriales (1,2 Md€).
- une trajectoire de retour à l'équilibre de la CNRACL. Il est ainsi prévu une augmentation de 4 points du taux de cotisation patronale dès 2025 puis une autre augmentation en 2026 et 2027.

Synthèse de l'impact du PLF 2025 sur la Communauté de communes Roumois Seine :

FONCTIONNEMENT		INVESTISSEMENT	
Augmentation de 4 points de la part patronale CNRACL en 20256 (charge supplémentaire par an)	39 000 €	Baisse du taux de FCTVA en 2025	48 000 €
Gel dynamique du versement de la fraction de TVA 2025	100 000 €		
TOTAL	139 000 €		48 000 €

1.2 - Le rappel des résultats budgétaires 2022/2023

	Résultat comptable au 31/12/2022 hors RAR	Résultat 2023 de fonctionnement hors RAR	Résultat 2023 d'investissement hors RAR	Résultat comptable au 31/12/2023	reste à réaliser 2023	Résultat comptable au 31/12/2023
Budget principal	7 224 034,53 €	3 510 531,61 €	- 974 563,20 €	9 760 002,94 €	- 941 590,83 €	8 818 412,11 €
BA service aide à domicile	94 310,72 €	379 453,60 €	- €	473 764,32 €	- €	473 764,32 €
BA autorisation du droit des sols	22 782,99 €	17 064,86 €	- 5 633,65 €	34 214,20 €	- 2 478,00 €	31 736,20 €
BA office du tourisme	103 646,35 €	- 52 837,22 €	2 554,89 €	53 364,02 €	- €	53 364,02 €
BA résidence Jean Guenier	67 266,88 €	42 509,03 €	- 23 053,93 €	86 721,98 €	- 13 192,58 €	73 529,40 €
BA service assainissement collectif	3 130 593,56 €	120 536,93 €	121 378,40 €	3 372 508,89 €	389 402,36 €	3 761 911,25 €
BA spanc	850 616,78 €	5 989,84 €	- 290,50 €	856 316,12 €	- 1 320,00 €	854 996,12 €
BA zone activités Quillebeuf	145 492,59 €	9 043,92 €	32 646,39 €	187 182,90 €	- €	187 182,90 €
BA zone artisanale Thuit Anger	28 027,94 €	2 386 409,51 €	- 2 279 337,44 €	135 100,01 €	- €	135 100,01 €
BA parc du roumois	1 452 488,44 €	149 705,12 €	- 708 382,73 €	893 810,83 €	- €	893 810,83 €

1.3 – Analyse des équilibres financiers 2022-2023 – budget principal

CC ROUMOIS-SEINE

Population : 41 782 habitants

Population : 42 144 habitants

Exercice : 2022

Exercice : 2023

ANALYSE DES EQUILIBRES FINANCIERS FONDAMENTAUX

	En milliers d'Euros	En euros par habitant	Ratios de structure : % des budgets annexes dans le total	En milliers d'Euros	En euros par habitant	Ratios de structure : % des budgets annexes dans le total
OPERATIONS DE FONCTIONNEMENT						
TOTAL DES PRODUITS DE FONCTIONNEMENT = A	26 579	636	16,28	28 717	681	18,33
Produits de fonctionnement CAF	26 154	626	14,94	28 197	669	17,11
dont : Impôts Locaux	4 308	103	-	3 191	76	-
Fiscalité reversée	1 628	39	-	1 591	38	-
Autres impôts et taxes	8 591	206	-	10 653	253	-
Dotation globale de fonctionnement	1 905	46	-	1 915	45	-
Autres dotations et participations	1 618	39	12	1 732	41	7
dont : FCTVA	14	0	0,00	18	0	1,35
Produits des services et du domaine	8 343	200	46,59	6 241	148	34,39
TOTAL DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT = B	22 390	536	14,09	22 570	536	11,64
Charges de fonctionnement CAF	20 642	494	8,84	20 787	493	6,46
dont : Charges de personnel	9 654	231	0,96	10 110	240	1,03
Achats et charges externes	6 418	154	23,71	6 104	145	16,70
Charges financières	282	7	64,32	226	5	65,51
Subventions versées	3 203	77	0,00	3 149	75	0,00
RESULTAT COMPTABLE = A - B = R	4 189	100	27,97	6 146	146	42,89
OPERATIONS D'INVESTISSEMENT						
TOTAL DES RESSOURCES D'INVESTISSEMENT = C	14 037	336	67,44	13 544	321	68,45
dont : Emprunts bancaires et dettes assimilées	1 135	27	3,09	0	0	0,00
Subventions reçues	1 759	42	8,77	1 094	26	14,68
FCTVA	547	13	17,25	602	14	5,79
Taxe d'aménagement				0	0	0,00
TOTAL DES EMPLOIS D'INVESTISSEMENT = D	14 799	354	62,13	17 356	412	69,76
dont : Dépenses d'équipement	4 562	109	1,58	3 942	94	5,79
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées	1 775	42	50,58	2 325	55	38,87
AUTOFINANCEMENT			<u>en % des BA SPIC par rapport au total</u>			<u>en % des BA SPIC par rapport au total</u>
Capacité d'autofinancement = CAF	5 512	132	47,93	7 410	176	26,50
CAF nette du remboursement en capital des emprunts	3 736	89	32,10	5 086	121	11,95
ENDETTEMENT			<u>en % des BA SPIC</u>			<u>en % des BA SPIC</u>
Encours total de la dette au 31/12/N	20 622	494	56,81	18 211	432	55,85
Encours des dettes bancaires et assimilées	17 197	412	73,86	14 873	353	74,57
Encours des dettes bancaires net de l'aide du fonds de soutien pour la sortie des emprunts toxiques	17 197	412	73,86	14 873	353	74,57
Annuité de la dette	2 054	49	66,43	2 550	61	66,56

1.4 – Les prévisions d’atterrissages pour le budget principal et les budgets annexes

Les chiffres présentés dans ce rapport sont issus d’estimations sur l’atterrissage budgétaire, ils ne prennent pas en compte des opérations en cours de comptabilisation et les opérations de fin d’exercice et de clôture.

1.4.1 - le budget principal

FONCTIONNEMENT		2022		2023		2024		% de réalisation	Evolution réalisé 2023/2024
Chapitre	Libellé	Total Budget	Total réalisé	Total Budget	Total réalisé	Total Budget	Total réalisé		
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	5 572 593,44	4 916 867,15	6 470 683,00	5 106 601,28	7 203 457,80	4 658 915,46	65%	-10%
012	CHARGES AFFERENTES AU PERSONNEL	10 372 955,59	9 888 304,56	10 986 553,00	10 441 069,86	11 587 101,00	10 909 373,90	94%	4%
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	2 527 176,00	2 517 343,57	2 534 076,00	2 531 676,00	2 588 874,00	2 549 469,00	98%	1%
022	ACQUISITION D'ELEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISE	915 941,64	0,00	1 194 495,95	0,00				
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	4 203 917,46	0,00	4 744 427,19	0,00	6 070 739,32	0,00	0%	
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 015 000,00	385 602,46	500 000,00	499 351,56	653 000,00	0,00	0%	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	5 194 872,61	4 951 811,88	5 364 477,00	5 162 877,72	5 928 429,00	5 629 868,27	95%	8%
66	CHARGES FINANCIERES	189 400,00	100 746,13	185 000,00	77 910,21	95 469,00	39 589,41	41%	-97%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	33 000,00	13 445,70	30 000,00	23 458,54	100 000,00	14 376,05	14%	-63%
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS	31 531,63	31 531,63	30 000,00	0,00	50 000,00	0,00	0%	0%
Total Dépenses		30 056 388,37	22 805 653,08	32 039 712,14	23 842 945,17	34 277 070,12	23 801 592,09	69%	
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	6 035 039,83	6 035 039,83	7 503 172,00	7 503 172,00	8 818 412,11	8 818 412,11		
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	324 700,00	326 525,45	220 000,00	435 142,30	230 000,00	239 359,79	104%	-82%
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	220 000,00	0,00	97 289,41	79 354,63	24 471,00	0,00	0%	0%
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE & VENTES DIVERSES	4 010 170,41	4 456 523,26	3 818 530,00	4 094 832,75	3 802 100,00	4 608 611,95	121%	11%
73	IMPOTS ET TAXES	16 045 208,00	17 045 059,79	16 168 997,03	17 965 835,72	17 566 612,01	18 536 827,01	106%	3%
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	3 069 138,50	3 333 927,38	3 432 544,40	3 526 641,79	3 524 977,00	3 227 508,39	92%	-9%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	308 000,00	314 844,38	653 504,00	665 892,97	274 000,00	372 481,41	136%	-79%
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	44 131,63	346 367,31	145 675,30	585 776,62	243 000,00	286 340,34	118%	-105%
Total Recettes		30 056 388,37	31 858 287,40	32 039 712,14	34 856 648,78	34 483 572,12	36 089 541,00	105%	3%
Solde Fonctionnement		0,00	9 052 634,32		11 013 703,61	0,00	12 287 948,91		10%

EPARGNE BRUTE		3 403 196,95		3 930 528,54		3 469 536,80
---------------	--	--------------	--	--------------	--	--------------

INVESTISSEMENT		2022		2023		2024		% de réalisation	Evolution réalisé 2023/2024
Chapitre	Libellé	Total Budget	Total réalisé (2)	Total Budget	Total réalisé (2)	Total Budget	Total réalisé (2)		
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE			279 137,47	279 137,47	1 253 700,67	1 253 700,67		
020	DEPENSES IMPREVUES	378 361,20	0,00	60 013,00	0,00				
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	220 000,00	0,00	97 289,41	79 354,63	24 471,00	0,00	0%	
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	500 000,00	0,00	500 000,00	145 555,63	100 000,00	0,00	0%	
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	5 204,13	5 204,13						
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	950 152,42	889 290,58	1 495 500,00	1 431 536,10	1 055 439,35	894 789,51	85%	-60%
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 311 589,71	394 536,55	751 006,79	241 023,11	832 717,69	145 177,45	17%	-66%
204	SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT VERSEES	831 475,28	384 676,74	738 871,98	294 373,63	728 465,35	122 374,23	17%	-141%
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 996 805,20	1 060 233,93	2 637 374,86	881 272,45	5 258 289,52	1 507 444,92	29%	42%
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	5 446 644,74	2 710 637,09	4 613 478,84	2 175 337,18	3 593 831,03	1 282 570,59	36%	-70%
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	219 888,75	219 888,75						
Total Dépenses		11 860 121,43	5 664 467,77	11 172 672,35	5 527 590,20	12 846 914,61	5 206 057,37	41%	-6%
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE		755 144,16						
021	REMBOURSEMENT DES DETTES FINANCIERES	4 203 917,46	0,00	4 744 427,19	0,00	6 070 739,32	0,00	0%	
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS	1 015 000,00	385 602,46	500 000,00	499 351,56	653 000,00	0,00	0%	
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	500 000,00	0,00	500 000,00	145 555,63	100 000,00	0,00	0%	
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	1 120 592,69	1 356 536,29	2 049 462,32	2 116 314,12	2 695 291,50	2 671 927,41	99%	21%
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	3 041 856,00	1 664 436,27	2 793 060,95	933 846,33	3 053 022,85	882 508,15	29%	-6%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 100 000,00	1 100 000,00						
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	123 611,12	123 611,12	585 721,89	578 821,89	274 860,94	274 860,94	100%	-111%
Total Recettes		11 860 121,43	5 385 330,30	11 172 672,35	4 273 889,53	12 846 914,61	3 829 296,50	30%	-12%
Solde Investissement		0,00	-279 137,47	0,00	-1 253 700,67	0,00	-1 376 760,87		

1.4.2 - le budget annexe : SERVICE AIDE A DOMICILE

INVESTISSEMENT		2022		2023		2024		% de réalisation	Evolution 2023/2024
Chapitre	Libellé	Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats		
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 000,00	0,00	2 000,00	0,00	27 055,60	0,00	0%	
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	27 800,00	0,00	27 800,00	0,00	11 300,00	0,00	0%	
Total Dépenses		29 800,00	0,00	29 800,00	0,00	38 355,60	0,00	0%	
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	29 800,00	29 800,00	29 800,00	29 800,00	33 965,60	0,00	0%	
027	AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES	0,00	0,00	0,00	0,00	4 390,00	0,00	0%	
Total Recettes		29 800,00	29 800,00	29 800,00	29 800,00	38 355,60	0,00	0%	
Solde Investissement		0,00	29 800,00	0,00	29 800,00	0,00	0,00	0%	
FONCTIONNEMENT									
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	132 300,00	94 939,83	122 275,00	67 720,81	113 529,20	78 880,18	116%	14%
012	CHARGES AFFERENTES AU PERSONNEL	2 555 447,71	2 370 692,78	2 657 483,53	2 382 139,08	2 763 000,00	2 156 999,56	91%	-10%
016	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	53 323,44	26 297,87	34 522,39	29 032,61	59 436,29	37 811,27	130%	23%
Total Dépenses		2 741 071,15	2 491 930,48	2 814 280,92	2 478 892,50	2 935 965,49	2 273 691,01	92%	-9%
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	253 771,15	253 771,15	64 510,72	64 510,72	443 964,32	0,00	0%	0%
017	PRODUITS DE LA TARIFICATION	2 094 100,00	1 883 376,93	2 220 667,20	2 324 421,34	2 002 001,17	1 904 614,24	82%	-22%
018	AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION	388 200,00	419 074,35	529 103,00	531 874,94	490 000,00	481 894,74	91%	-10%
019	PRODUITS FINANCIERS ET NON ENCAISSABLES	5 000,00	218,77	0,00	2 049,82	0,00	868,90	42%	-136%
Total Recettes		2 741 071,15	2 556 441,20	2 814 280,92	2 922 856,82	2 935 965,49	2 387 377,88	82%	-22%
Solde Fonctionnement		0,00	64 510,72	0,00	443 964,32	0,00	113 686,87		
SOLDE		0,00	94 310,72	0,00	473 764,32	0,00	113 686,87		

1.4.3- le Budget annexe : AUTORISATION DU DROIT DES SOLS

INVESTISSEMENT		2022		2023		2024		% de réalisati	Evolution 2023/2024
Chapitre	Libellé	Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats		
020	DEPENSES IMPREVUES	568,85	0,00	1 837,70	0,00				
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIO	0,00	0,00	7 687,50	7 687,50	7 687,50	7 687,50	100%	0%
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	24 582,00	19 608,00	23 286,50	14 040,00	20 670,70	708,00	3%	0%
Total Dépenses		25 150,85	19 608,00	32 811,70	21 727,50	28 358,20	8 395,50	30%	0%
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	11 846,12	11 846,12	16 717,85	16 717,85	11 084,20	0,00	0%	0%
021	REMBOURSEMENT DES DETTES FINANCIERES	4 200,00	0,00					0%	0%
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIO	7 912,85	7 912,85	16 093,85	16 093,85	17 274,00	17 274,00	100%	0%
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	1 191,88	1 191,88					0%	0%
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0,00	15 375,00					0%	0%
Total Recettes		25 150,85	36 325,85	32 811,70	32 811,70	28 358,20	17 274,00	61%	0%
Solde Investissement		0,00	16 717,85	0,00	11 084,20	0,00	8 878,50	0%	0%
FONCTIONNEMENT									
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	17 995,00	15 241,70	17 567,00	14 117,81	17 830,00	14 953,23	84%	6%
012	CHARGES AFFERENTES AU PERSONNEL	130 000,00	127 769,02	160 000,00	145 397,72	163 200,00	151 303,54	93%	4%
022	ACQUISITION D'ELEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISE	1 463,36	0,00	11 091,79	0,00			0%	0%
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	4 200,00	0,00					0%	0%
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIO	7 912,85	7 912,85	16 093,85	16 093,85	17 274,00	17 274,00	100%	7%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	2 300,00	0,00					0%	0%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 000,00	245,00	2 000,00	717,50	713,50	0,00	0%	0%
Total Dépenses		164 871,21	151 168,57	206 752,64	176 326,88	199 017,50	183 530,77	92%	4%
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	14 871,21	14 871,21	6 065,14	6 065,14	23 130,00	0,00	0%	0%
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS			7 687,50	7 687,50	7 687,50	7 687,50	100%	0%
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	80 000,00	72 362,50	73 000,00	65 292,50	58 200,00	61 722,50	106%	-6%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	70 000,00	70 000,00	120 000,00	120 000,00	110 000,00	110 015,56	100%	-9%
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS			0,00	411,74			0%	0%
Total Recettes		164 871,21	157 233,71	206 752,64	199 456,88	199 017,50	179 425,56	90%	-11%
Solde Fonctionnement		0,00	6 065,14	0,00	23 130,00	0,00	-4 105,21		
SOLDE		0,00	22 782,99	0,00	34 214,20	0,00	4 773,29		

1.4.4 – le budget annexe : OFFICE DU TOURISME

Chapitre	Libellé	2022		2023		2024		% de réalisation	Evolution 2023/2024
		Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats		
020	DEPENSES IMPREVUES	900,00	0,00	411,10	0,00	8 000,00	0,00		
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	18 300,00	5 446,47	6 484,43	1 305,55	28 500,00	315,90	1%	
Total Dépenses		19 200,00	5 446,47	6 895,53	1 305,55	36 500,00	315,90	1%	
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	7 777,36	7 777,36	4 142,70	4 142,70	6 697,59	0,00		
021	REMBOURSEMENT DES DETTES FINANCIERES	8 610,83	0,00			20 663,25	0,00	0%	
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE COMPTES	2 311,81	1 811,81	2 752,83	2 752,83	3 303,18	3 303,18	100%	17%
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	500,00	0,00	0,00	1 107,61	5 835,98	0,00	0%	
Total Recettes		19 200,00	9 589,17	6 895,53	8 003,14	36 500,00	3 303,18		
Solde Investissement		0,00	4 142,70	0,00	6 697,59	0,00	2 987,28		
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	73 254,00	43 908,52	89 250,00	76 000,45	71 850,00	54 220,99	75%	-40%
012	CHARGES AFFERENTES AU PERSONNEL	107 000,00	80 600,17	90 000,00	79 911,98	91 350,00	80 476,83	88%	1%
022	ACQUISITION D'ELEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISABLE	11 518,06	0,00	500,82	0,00				
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	8 610,83	0,00			20 663,25	0,00	0%	
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE COMPTES	2 311,81	1 811,81	2 752,83	2 752,83	3 303,18	3 303,18	100%	17%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTES	500,00	0,00						
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	9 000,00	250,00	9 000,00	0,00	1 500,00	0,00	0%	
Total Dépenses		212 194,70	126 570,50	191 503,65	158 665,26	188 666,43	138 001,00	73%	-15%
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	163 194,70	163 194,70	99 503,65	99 503,65	46 666,43	0,00	0%	
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE COMMUN	18 000,00	29 573,65	32 000,00	43 892,50	32 000,00	54 423,25	170%	19%
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS			0,00	244,02				
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTES	31 000,00	31 000,00	60 000,00	60 000,00	110 000,00	112 058,84	102%	46%
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	2 305,80	0,00	1 691,52	0,00	11 484,31		85%
Total Recettes		212 194,70	226 074,15	191 503,65	205 331,69	188 666,43	177 966,40	94%	-15%
Solde Fonctionnement		0,00	99 503,65	0,00	46 666,43	0,00	39 965,40		
SOLDE		0,00	103 646,35	0,00	53 364,02	0,00	42 952,68		

1.4.5 – Le budget annexe : RESIDENCE JEAN GUENIER

INVESTISSEMENT		2022		2023		2024		% de réalisation	Evolution 2023/2024
Chapitre	Libellé	Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats		
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	55 617,22	0,00	99 901,78	0,00	122 076,53	0,00		
022	ACQUISITION D'ELEMENTS DE L'ACTIF IMMOBILISABLE	9 800,00	9 744,00	37 409,05	16 460,61	132 892,58	70 348,04	53%	77%
026	AUTRES EMPLOIS			42 954,31	42 953,67	6 508,00	6 508,00	100%	0%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	151 415,04	139 997,71	155 000,00	146 089,49	146 844,63	144 209,66	98%	-1%
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 184,00	5 184,00					0%	0%
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	220 306,25	179 833,54					0%	0%
Total Dépenses		442 322,51	334 759,25	335 265,14	205 503,77	408 321,74	221 065,70	54%	7%
027	AUGMENTATIONS DES CAPITAUX PROPRES	0,00	60 000,00	36 519,67	36 519,67			0%	0%
029	AUTRES RESSOURCES	9 800,00	11 256,00	162 334,64	23 967,80	244 237,24	83 450,80	34%	71%
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESEVES	214 007,47	159 856,78	124 710,83	114 588,49	154 084,50	144 702,02	94%	21%
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	39 400,00	36 519,67	1 700,00	745,00			0%	0%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	10 000,00	18 418,66	10 000,00	6 628,88	10 000,00	5 536,30	55%	-20%
28	AMORTISSEMENTS DES IMMOBILISATIONS	169 115,04	4 423,58					0%	0%
Total Recettes		442 322,51	290 474,69	335 265,14	182 449,84	408 321,74	233 689,12	57%	22%
Solde Investissement		0,00	-44 284,56	0,00	-23 053,93	0,00	12 623,42	0%	0%
FONCTIONNEMENT		2022		2023		2024		% de réalisation	Evolution 2023/2024
Chapitre	Libellé	Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats		
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	271 900,00	237 577,18	303 700,00	254 800,27	316 110,00	278 315,30	88%	8%
012	CHARGES AFFERENTES AU PERSONNEL	275 000,00	235 812,04	250 200,00	243 576,44	257 950,00	257 738,68	100%	5%
016	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTES	221 125,04	46 380,31	203 403,30	59 014,94	285 177,40	117 839,08	41%	50%
Total Dépenses		768 025,04	519 769,53	757 303,30	557 391,65	859 237,40	653 893,06	76%	15%
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	96 025,04	0,00	167 168,66	0,00	73 529,40	0,00	0%	0%
017	PRODUITS DE LA TARIFICATION	389 000,00	407 999,27	408 000,00	411 895,55	419 200,00	413 410,06	99%	0%
018	AUTRES PRODUITS RELATIFS A L'EXPLOITATION	283 000,00	284 963,81	175 700,00	180 417,61	360 000,00	363 787,03	101%	50%
019	PRODUITS FINANCIERS ET NON ENCAISSÉS	0,00	2 660,90	6 434,64	7 587,52	6 508,00	6 745,95	104%	-12%
Total Recettes		768 025,04	695 623,98	757 303,30	599 900,68	859 237,40	783 943,04	91%	23%
Solde Fonctionnement		0,00	175 854,45	0,00	42 509,03	0,00	130 049,98		
SOLDE		0,00	131 569,89	0,00	73 529,40	0,00	142 673,40		

1.4.6 - le budget annexe : SERVICE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

Chapitre	Libellé	2022		2023		2024		% de réalisation	Evolution 2023/2024
		Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats		
020	DEPENSES IMPREVUES	246 861,20	0,00	249 783,62	0,00	159 450,00	0,00		
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT E	427 283,00	419 037,36	433 083,00	433 083,00	510 583,00	508 044,59	100%	15%
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	530 677,00	30 677,00	500 000,00	0,00	500 000,00	6 000,00	1%	100%
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	64 689,00	22 889,00	1 731,00	1 727,00			0%	0%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	850 000,00	660 819,11	830 000,00	657 213,60	507 000,00	503 632,05	99%	-30%
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 307 727,00	5 895,00	648 995,44	87 454,42	948 889,02	28 437,08	3%	-208%
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	127 004,92	0,00	401 627,84	95 894,52	173 472,20	34 779,50	20%	-176%
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 158 501,21	41 300,03	1 316 233,28	26 373,96	1 261 070,57	417 186,72	33%	94%
45	COMPTABILITE DISTINCTE RATTACHEE	0,00	118 982,27	247 958,96	0,00	160 689,23	155 674,19	97%	100%
Total Dépenses		4 712 743,33	1 299 599,77	4 629 413,14	1 301 746,50	4 221 154,02	1 653 756,13	39%	
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	448 560,17	448 560,17	727 510,26	727 510,26	848 888,66	0,00	0%	
021	REMBOURSEMENT DES DETTES FINANCIERES	933 276,50	0,00	731 856,30	0,00	1 293 797,53	0,00	0%	
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT E	1 310 400,00	1 310 288,17	1 325 100,00	1 228 794,86	1 437 755,00	1 431 389,44	100%	14%
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	530 677,00	30 677,00	500 000,00	0,00	500 000,00	6 000,00	1%	100%
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVE	143 940,00	94 347,64	148 660,80	33 689,04	281 151,60	93 849,83	33%	64%
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	1 225 994,00	138 883,00	735 720,00	160 641,00	274 662,00	398,00	0%	
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	4 354,05	4 354,05						
45	COMPTABILITE DISTINCTE RATTACHEE	0,00	0,00	460 565,78	0,00	455 565,78	283 840,00	62%	100%
Total Recettes		4 597 201,72	2 027 110,03	4 629 413,14	2 150 635,16	5 091 820,57	1 815 477,27	36%	-18%
Solde Investissement		-115 541,61	727 510,26	0,00	848 888,66	870 666,55	161 721,14		
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 570 105,00	1 329 796,07	1 250 710,00	778 025,61	461 710,00	153 545,33	33%	-407%
012	CHARGES AFFERENTES AU PERSONNEL	142 000,00	46 784,46	57 000,00	50 676,65	62 000,00	29 407,84	47%	-72%
022	ACQUISITION D'ELEMENTS DE L'ACTIF IM	137 395,00	0,00	120 000,00	0,00	71 146,70	0,00	0%	0%
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEM	933 276,50	0,00	731 856,30	0,00	1 293 797,53	0,00	0%	0%
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT E	1 310 400,00	1 310 288,17	1 325 100,00	1 228 794,86	1 437 755,00	1 431 389,44	100%	14%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURAN	83 499,37	4 139,10	90 000,00	15 885,14	150 000,00	13 886,75	9%	-14%
66	CHARGES FINANCIERES	133 854,05	100 501,10	135 000,00	85 412,91	86 200,00	78 926,25	92%	-8%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	80 000,00	463,20	80 000,00	6 837,99	345 000,00	5 048,45	1%	-35%
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET P	6 500,63	6 500,63	10 000,00	0,00			0%	0%
Total Dépenses		4 397 030,55	2 798 472,73	3 799 666,30	2 165 633,16	3 907 609,23	1 712 204,06	44%	-26%
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPOR	2 349 747,55	2 349 747,55	2 403 083,30	2 403 083,30	2 523 620,23	0,00	0%	0%
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT E	427 283,00	419 037,36	433 083,00	433 083,00	510 583,00	508 044,59	100%	15%
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE &	1 600 000,00	2 276 257,04	910 000,00	1 731 048,30	910 000,00	1 369 107,16	150%	-26%
74	DOTATIONS ET PARTICIPATIONS	20 000,00	116 594,08	40 000,00	54 837,95	40 000,00	23 961,55	60%	-129%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURAN	0,00	1 881,44	13 500,00	0,00	2 600,00	3 616,78	139%	100%
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	38 038,56	0,00	67 200,84	0,00	34 732,60	0%	-93%
Total Recettes		4 397 030,55	5 201 556,03	3 799 666,30	4 689 253,39	3 986 803,23	1 939 462,68	49%	-142%
Solde Fonctionnement		0,00	2 403 083,30	0,00	2 523 620,23	79 194,00	227 258,62		
SOLDE		-115 541,61	3 130 593,56	0,00	3 372 508,89	949 860,55	388 979,76		

1.4.7 - Le budget annexe : SPANC

Chapitre	Libellé	2022		2023		2024		% de réalisation
		Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats	
020	DEPENSES IMPREVUES	22 665,73	0,00	14 998,23	0,00	21 402,73	0,00	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	80 000,00	0,00	61 320,00	0,00	51 320,00	0,00	0%
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	220 000,00	0,00	246 347,50	347,50	250 000,00	80 454,46	32%
Total Dépenses		322 665,73	0,00	322 665,73	347,50	322 722,73	80 454,46	25%
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	322 665,73	322 665,73	322 665,73	322 665,73	322 375,23	0,00	0%
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE SECTIONS					347,50	347,50	100%
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			0,00	57,00	0,00	3 192,43	0%
Total Recettes		322 665,73	322 665,73	322 665,73	322 722,73	322 722,73	3 539,93	1%
Solde Investissement		0,00	322 665,73	0,00	322 375,23	0,00	-76 914,53	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	41 000,00	18 420,18	275 000,00	102 094,60	256 500,00	7 521,42	3%
012	CHARGES AFFERENTES AU PERSONNEL	234 840,00	162 717,41	265 000,00	100 807,43	265 000,00	181 422,73	68%
022	ACQUISITION D'ELEMENTS DE L'ACTIF	20 000,00	0,00	34 650,00	0,00	46 043,39	0,00	0%
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURAN	16 866,96	1 817,10	25 000,00	15 272,97	347,50	347,50	100%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	353 000,00	545,00	118 122,78	12 208,00	40 050,00	12 676,11	32%
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS	3 634,27	3 634,27	10 178,27	0,00	126 000,00	1 441,01	1%
Total Dépenses		669 341,23	187 133,96	727 951,05	230 383,00	733 940,89	203 408,77	28%
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	484 341,23	484 341,23	527 951,05	527 951,05	533 940,89	0,00	0%
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE	185 000,00	230 621,00	200 000,00	236 232,00	200 000,00	236 672,00	118%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURAN	0,00	46,62			0,00	60,00	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	76,16	0,00	140,84	0,00	4 874,12	
Total Recettes		669 341,23	715 085,01	727 951,05	764 323,89	733 940,89	241 606,12	33%
Solde Fonctionnement		0,00	527 951,05	0,00	533 940,89	0,00	38 197,35	
SOLDE		0,00	850 616,78	0,00	856 316,12	0,00	-38 717,18	

1.4.8 - Le budget annexe : ZONE ACTIVITE QUILLEBEUF

Chapitre	Libellé	2022		2023		2024		% de réalisation
		Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats	
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT	32 860,17	32 860,17	30 373,04	30 373,04			
020	DEPENSES IMPREVUES	1 620,00	0,00	7 568,65	0,00			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIM	30 400,00	30 373,04	35 600,00	34 581,98	31 603,14	31 603,14	100%
20	IMMOBILISATIONS INCORPORE	158 000,00	0,00	158 000,00	0,00	186 295,18	0,00	0%
21	IMMOBILISATIONS CORPOREL	1 380,00	0,00	5 663,33	2 660,00			0%
Total Dépenses		224 260,17	63 233,21	237 205,02	67 615,02	217 898,32	31 603,14	15%
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE					2 273,35	0,00	0%
021	REMBOURSEMENT DES DETTE	191 400,00	0,00	137 316,65	0,00	177 265,97	0,00	0%
024	PRODUITS DES CESSIONS D'II	0,00	0,00	30 000,00	0,00			0%
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRA	0,00	0,00	36 852,00	36 852,00	38 359,00	38 359,00	100%
10	DOTATIONS,FONDS DIVERS E	32 860,17	32 860,17	33 036,37	33 036,37			0%
Total Recettes		224 260,17	32 860,17	237 205,02	69 888,37	217 898,32	38 359,00	18%
Solde Investissement		0,00	-30 373,04	0,00	2 273,35	0,00	6 755,86	0%
011	CHARGES A CARACTERE GEN	13 800,00	3 559,84	15 050,00	5 046,20	15 050,00	3 767,81	25%
012	CHARGES AFFERENTES AU PE	8 143,47	6 962,71	9 000,00	8 830,00	9 200,00	0,00	0%
022	ACQUISITION D'ELEMENTS DE	2 481,74	0,00	2 046,98	0,00	177 265,97	0,00	0%
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRA	0,00	0,00			38 359,00	38 359,00	100%
023	VIREMENT A LA SECTION D'INV	191 400,00	0,00	137 316,65	0,00			0%
65	AUTRES CHARGES DE GESTIO	10,00	0,00	36 852,00	36 852,00			0%
66	CHARGES FINANCIERES	8 500,00	8 242,93	8 600,00	7 603,51	7 034,58	6 993,40	99%
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 000,00	0,00	3 000,00	1,37			0%
Total Dépenses		225 335,21	18 765,48	211 865,63	58 333,08	246 909,55	49 120,21	20%
002	RESULTAT DE FONCTIONNEME	167 435,21	167 435,21	175 865,63	175 865,63	184 909,55	0,00	0%
70	PRODUITS DE SERVICES, DU I	1 900,00	1 871,00	0,00	1 882,00	2 000,00	1 878,00	94%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTIO	56 000,00	58 361,27	36 000,00	61 895,00	60 000,00	68 419,67	114%
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS			0,00	3 600,00			0%
Total Recettes		225 335,21	227 667,48	211 865,63	243 242,63	246 909,55	70 297,67	28%
Solde Fonctionnement		0,00	208 902,00	0,00	184 909,55	0,00	21 177,46	0,00
SOLDE		0,00	178 528,96	0,00	187 182,90	0,00	27 933,32	0,00

1.4.9 – le budget annexe : ZONE ARTISANAL THUIT ANGER

Chapitre	Libellé	2022		2023		2024		% de réalisation
		Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats	Total Budget	Mandats	
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT	199 114,79	199 114,79	449 244,09	449 244,09	2 728 581,53	0,00	
020	DEPENSES IMPREVUES	2 800,00	0,00	8 736 349,15	8 690 177,93			
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TR	7 206 881,02	7 177 331,02	679 469,00	679 469,00	7 185 070,10	7 107 600,66	99%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIM	276 000,00	249 679,30	275 000,00	259 111,23	280 089,26	268 343,96	96%
Total Dépenses		7 684 795,81	7 626 125,11	10 140 062,24	10 078 002,25	10 193 740,89	7 375 944,62	
021	REMBOURSEMENT DES DETTE	334 734,79	0,00	2 786 551,22	0,00	2 848 380,79	0,00	0%
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TR	7 348 061,02	7 176 881,02	7 348 511,02	7 348 420,72	7 340 360,10	7 030 070,10	96%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIM	2 000,00	0,00	5 000,00	1 000,00	5 000,00	1 262,00	25%
Total Recettes		7 684 795,81	7 176 881,02	10 140 062,24	7 349 420,72	10 193 740,89	7 031 332,10	69%
Solde Investissement		0,00	-449 244,09	0,00	-2 728 581,53	0,00	-344 612,52	
011	CHARGES A CARACTERE GEN	131 100,00	37 956,83	176 550,00	69 823,06	175 350,00	54 331,41	31%
012	CHARGES AFFERENTES AU PE	26 143,47	21 758,47	30 000,00	29 577,24	32 600,00	0,00	0%
022	ACQUISITION D'ELEMENTS DE	15 887,25	0,00	20 057,94	0,00			
023	VIREMENT A LA SECTION D'INV	334 734,79	0,00	2 786 551,22	0,00	2 848 380,79	0,00	0%
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TR	7 348 061,02	7 176 881,02	7 348 511,02	7 348 420,72	7 340 360,10	7 035 962,70	96%
043	OPERAT° ORDRE DE TR	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00	55 000,00	0,00	0%
65	AUTRES CHARGES DE GESTIO	1 000,00	0,00	1 000,00	0,38	1 000,00	0,05	0%
66	CHARGES FINANCIERES	83 000,00	72 858,89	65 000,00	54 978,48	60 000,00	46 219,95	77%
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS					69 850,75	0,00	0%
Total Dépenses		7 969 926,53	7 309 455,21	10 457 670,18	7 502 799,88	10 582 541,64	7 136 514,11	67%
002	RESULTAT DE FONCTIONNEME	298 865,51	298 865,51	477 272,03	477 272,03	2 863 681,54	0,00	0%
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TR	7 206 881,02	7 177 331,02	8 736 349,15	8 690 177,93	7 240 070,10	7 113 493,26	98%
043	OPERAT° ORDRE DE TR	30 000,00	0,00	30 000,00	0,00			
70	PRODUITS DE SERVICES, DU I	189 180,00	15 688,89	184 580,00	133 281,20	48 290,00	41 217,77	85%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTIO	245 000,00	287 661,68	350 000,00	379 686,59	430 500,00	440 057,39	102%
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	7 180,14	679 469,00	686 063,67			
Total Recettes		7 969 926,53	7 786 727,24	10 457 670,18	10 366 481,42	10 582 541,64	7 594 768,42	
Solde Fonctionnement		0,00	477 272,03	0,00	2 863 681,54	0,00	458 254,31	
SOLDE		0,00	28 027,94	0,00	135 100,01	0,00	113 641,79	

1.4.10– le budget annexe : PARC DU ROUMOIS

Chapitre	Libellé	2022		2023		2024		% de réalisation
		Total Budget	Réalisé	Total Budget	Réalisé	Total Budget	Réalisé	
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	0,00	0,00			401 200,90	0,00	
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT E	1 779 334,02	531 470,15	1 938 383,63	1 087 383,63	1 358 100,90	418 171,40	31%
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	0,00	0,00	36 000,00	29 100,00			
	Total Dépenses	1 779 334,02	531 470,15	1 974 383,63	1 116 483,63	1 759 301,80	418 171,40	24%
001	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	185 948,71	185 948,71	307 181,83	307 181,83			
021	REMBOURSEMENT DES DETTES FINANCI	0,00	0,00	1 123 100,90	0,00	931 200,90	0,00	0%
040	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT E	1 593 385,31	652 703,27	544 100,90	408 100,90	828 100,90	408 100,90	49%
	Total Recettes	1 779 334,02	838 651,98	1 974 383,63	715 282,73	1 759 301,80	408 100,90	23%
	Solde Investissement	0,00	307 181,83	0,00	-401 200,90	0,00	-10 070,50	
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	1 021 000,00	103 920,21	861 000,00	0,00	950 000,00	14 020,50	1%
012	CHARGES AFFERENTES AU PERSONNEL	26 143,47	21 758,47	30 000,00	29 577,24			
022	ACQUISITION D'ELEMENTS DE L'ACTIF IM	85 000,00	0,00	56 459,22	0,00			
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEM	0,00	0,00	1 123 100,90	0,00	931 200,90	0,00	0%
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT E	1 593 385,31	652 703,27	544 100,90	408 100,90	828 100,90	408 100,90	49%
043	OPÉRAT° ORDRE INTÉRIEUR DE LA SECT	800,00	0,00	800,00	0,00			
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURAN	180 000,00	160 000,26	520 000,00	500 000,37			
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	341 645,47	0,00	85 029,22	0,00			
	Total Dépenses	3 247 974,25	938 382,21	3 220 490,24	937 678,51	2 709 301,80	422 121,40	16%
002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPOR	217 840,23	217 840,23	1 145 306,61	1 145 306,61	1 295 011,73	0,00	0%
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT E	1 779 334,02	531 470,15	1 938 383,63	1 087 383,63	1 358 100,90	418 171,40	31%
043	OPÉRAT° ORDRE INTÉRIEUR DE LA SECT	800,00	0,00	800,00	0,00			
70	PRODUITS DE SERVICES, DU DOMAINE &	1 250 000,00	1 332 680,00	136 000,00	0,00	420 000,00	0,00	0%
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURAN	0,00	0,00			0,00	0,40	
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	1 698,44					
	Total Recettes	3 247 974,25	2 083 688,82	3 220 490,24	2 232 690,24	3 073 112,63	418 171,80	14%
	Solde Fonctionnement	0,00	1 145 306,61	0,00	1 295 011,73	363 810,83	-3 949,60	
	SOLDE	0,00	1 452 488,44	0,00	893 810,83	363 810,83	-14 020,10	

2 - Les marges de manœuvre financières pour 2025**2.1 - Des recettes de fonctionnement estimées pour 2025**

Au regard des discussions en cours sur la PLF 2025, le budget 2025 devrait s'appuyer sur les recettes suivantes :

- Les dotations : Vers des dispositifs financés

Les compensations de l'Etat étant incertaines, la prudence est conservée ; ainsi les dotations d'intercommunalité et de compensations (DSC) sont maintenues au niveau de 2024 soit 1 917 561 €.

- La fiscalité directe locale :

La CCRS s'engage à maintenir les taux d'imposition actuels pour 2025.

Ainsi, la proposition de budget 2025 est basée sur la réalisation 2024 sans connaître les dispositifs du PLF 2025 soit 5 097 770 €.

- Les attributions de compensation

Concernant la CCRS, les attributions de compensation en 2024 représentent un solde pour la Communauté de communes d'environ 982 341.01 €. Il est à noter que l'élaboration d'un pacte financier et fiscal est prévue sur l'exercice 2025 afin de permettre la mise à plat des attributions de compensations actuelles. Ce pacte constituera une opportunité de revoir les relations communes/intercommunalité.

Parmi ces attributions de compensation,

- 724 619 € concernent le service départemental d'incendie et de secours (SDIS). Le déficit supporté par la CCRS pour ce service est estimé à 142 715 € pour 2024 (867 334 € réalisé pour 724 619 € reçus des communes membres),
- 28 972 € sont versés par les communes pour le versement de subventions aux associations du territoire,
- 17 694 € sont versés par les communes (hors AC (Attributions de Compensation) fiscales) pour le financement du Parc naturel régional des Boucles de la Seine Normande,
- 533,02 € ont été réattribuées aux communes en 2024 au titre des documents d'urbanisme communaux (Hors PLUi : PLU (Plan Local d'Urbanisme), POS, carte communale) afin de solder les prises en charge des paiements par la CCRS. Il est rappelé que le PLUi est pris en charge en intégralité par la Communauté de communes,
- 308 981 € sont versés par les communes pour les compétences liées à la petite enfance, le périscolaire et l'extrascolaire,
- 44 415 € sont versés par les communes dans le cadre de la compétence liée au sport,
- Le solde, soit 279 167.01 € est à la charge de la CCRS notamment dans le reversement de fiscalité aux communes et diverses régularisations.

2.2 : Les dépenses de fonctionnement maîtrisées pour 2025

- Un pilotage rigoureux et dynamique de la masse salariale

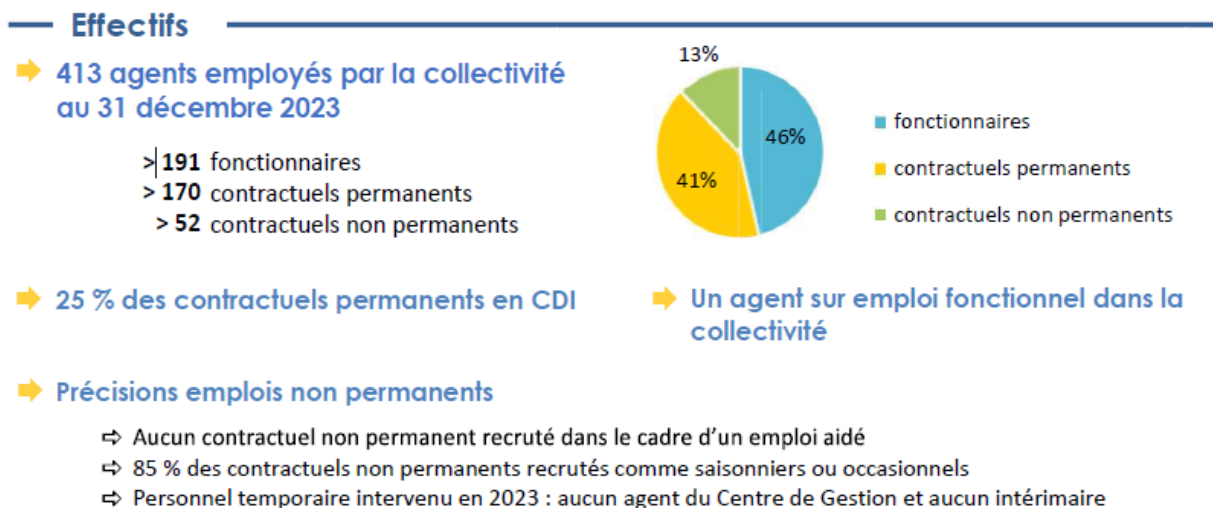
Premier poste de dépense, soit 45 % des dépenses réelles prévisionnelles du budget 2024, le pilotage de la masse salariale est essentiel pour en maîtriser l'évolution dans le temps.

La Communauté de communes Roumois Seine a la particularité, contrairement à de nombreux EPCI de même strate, de porter des compétences communales transférées pour assurer les services à la population, ce qui représente 2/3 des effectifs de personnel.

Ce poste en dépense de personnel est majeur mais indispensable pour assurer les services petite enfance, enfance-jeunesse, résidence autonomie et services d'aides à domicile.

Le budget 2025 devra prendre notamment en compte le Glissement Vieillesse Technique (GVT) et la revalorisation des grilles indiciaires.

Pour rappel, le rapport social unique 2023 a présenté un état au 31/12/2023 dont vous trouverez ci-après les données essentielles :

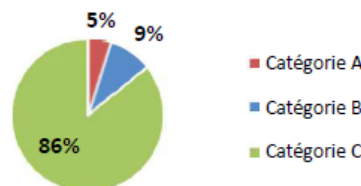


Caractéristiques des agents permanents

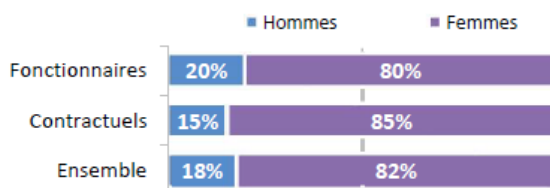
➔ Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous
Administrative	25%	9%	17%
Technique	28%	12%	20%
Culturelle			
Sportive	1%		1%
Médico-sociale	26%	22%	24%
Police			
Incendie			
Animation	21%	56%	38%
Total	100%	100%	100%

➔ Répartition des agents par catégorie



➔ Répartition par genre et par statut

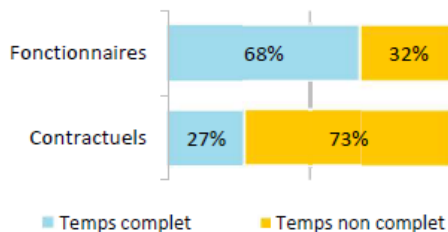


➔ Les principaux cadres d'emplois

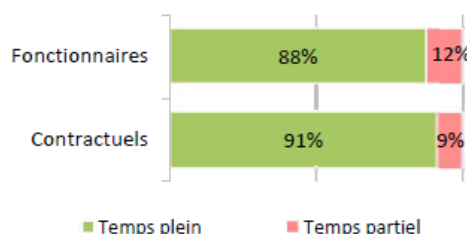
Cadres d'emplois	% d'agents
Adjoints d'animation	36%
Agents sociaux	19%
Adjoints techniques	17%
Adjoints administratifs	12%
Auxiliaires de puériculture	4%

Temps de travail des agents permanents

➔ Répartition des agents à temps complet ou non complet



➔ Répartition des agents à temps plein ou à temps partiel



➔ Les 3 filières les plus concernées par le temps non complet

Filière	Fonctionnaires	Contractuels
Médico-sociale	78%	87%
Animation	30%	84%
Technique	19%	43%

➔ Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

0% des hommes à temps partiel
16% des femmes à temps partiel

- La nécessaire prise en compte des indices de prix impactant la dépense locale (+ 1.9 % pour les produits alimentaires, - 7.3 % les combustibles et le carburant, - 13,5 % pour l'électricité et la gaz), + 1,1 % pour le bâtiment et + 8 % pour les travaux publics (indices Insee).

Le chapitre 011 dédié aux charges à caractère général devrait être stable par rapport au budget primitif 2024.

Ce montant tient compte de dépenses nouvelles liées à la modernisation des services avec l'introduction d'outils numériques d'automatisation et de dématérialisation.

Les efforts de gestion se poursuivent en 2025 avec une baisse des coûts liés au fonctionnement des services : affranchissement, copieurs, téléphonie compte tenu de l'amélioration des infrastructures réseaux de la collectivité.

La participation du budget principal dans le financement des budgets annexes est une attention particulière sera apportée afin de n'envisager le versement de subventions que dans les besoins.

La collectivité est également adhérente aux missions locales, SDIS Eure et Seine-Maritime, ONF, Terres vivantes, initiatives Eure ou encore Eure Numérique.

Concernant le SDIS (Service Départemental d'Incendie et de Secours), la cotisation 2025 atteint 886 082 € contre 864 746 € en 2024. Cette hausse est motivée par une nécessité de modernisation ainsi que la prise en compte de l'inflation. Pour rappel, les AC versées par les communes membres sont de 724 619 €.

2.3 - La programmation des investissements en cours d'élaboration

Dans cette période préparatoire du budget 2025, la programmation des investissements est en cours d'élaboration selon les besoins de la collectivité en termes d'entretien, de rénovation et d'innovation de son patrimoine mais également pour porter les projets définis par le projet de territoire.

Les AC/CP ont fait l'objet d'une modification en 2024 pour l'opération de construction du gymnase CLIINN et d'une création pour le renouvellement du parc automobile :

- AP 1 : Construction Gymnase CLIINN

AP	CP 2024	CP 2025	CP 2026
4 000 000 €	500 000 €	3 000 000 €	500 000 €

- AP 2 La création d'une autorisation de programme pour le renouvellement du parc automobile

AP	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027
1 000 000 €	250 000 €	250 000 €	250 000 €	250 000 €

Au titre des priorités de l'année 2025 figurent, la rénovation des routes communautaires, avec une prévision de dépense de 3 millions d'euros sur le budget principal et 500 000 € sur le budget annexe Développement économique.

Le programme d'investissement prévoit également des investissements sur les équipements sportifs communautaires, notamment la poursuite des opérations de construction d'un nouveau gymnase pour le futur lycée de Bourg-Achard et la reconstruction des salles annexes du gymnase de Bosroumois.

Un programme de rénovation des bâtiments communautaires sera également lancé, notamment dans ceux qui accueillent des activités liées à la petite enfance, à l'enfance et à la jeunesse.

Un effort d'automatisation sera lancé en 2025. Des machines robotisées devraient être achetées pour entretenir les terrains de football en herbe (robot-tondeuses) ou nettoyer les terrains sportifs des salles de sport (autolaveuses robotisées).

Certaines stations d'épuration devraient également être modernisées, de manière à réaliser des économies de fonctionnement. Celle de Bourg-Achard est particulièrement visée.

L'effort de renouvellement du parc automobile se poursuivra en 2025, grâce à l'inscription en 2024 d'une autorisation de programme sur 4 ans. 250 000 € seront encore consacrés à renouveler le parc particulièrement ancien de véhicules. En 2024, 10 véhicules neufs électriques ont été achetés grâce à cette somme.

2.4 - Le contrat de Relance et de Transitions Ecologique (CRTE)

Le Contrat de Relance et de Transition Écologique (CRTE) a été signé le 12 octobre 2021 par la Communauté de communes et la préfecture de l'Eure.

Celui-ci représente 145 projets sur le territoire (85 communaux et 60 intercommunaux) et 63 millions d'euros avec pour vocation de regrouper l'ensemble des contrats signés entre l'État et la CCRS afin de pouvoir bénéficier des crédits du Plan de Relance.

Les communes du territoire ont chacune pu déposer une ou plusieurs fiches projets. Ce sont des projets municipaux, que les Communes et la CCRS souhaiteraient voir aboutir durant le mandat actuel.

De nouvelles discussions sont en cours avec les services de l'Etat pour procéder à un réexamen des fiches projets contenues dans le CRTE.

2.5 - Les recettes d'investissement

Au regard des éléments précédemment exposés, il est utile de rappeler que la collectivité a fait de nombreux efforts quant à la recherche et l'augmentation des recettes sur l'exercice précédent pour financer ses projets d'investissements.

Les principales recettes d'investissement prévisionnelles ont été identifiées en fonction des principaux leviers significatifs en termes budgétaires, soit l'autofinancement lié aux excédents, les subventions et le FCTVA.

2.6 - Les engagements pluriannuels

Les engagements pluriannuels d'investissement sur le moyen et long terme s'établissent selon la liste suivante :

- Assurances,
- Fourniture de produits d'entretien, d'hygiène et de petits matériels,
- Fourniture d'énergies (gaz, électricité, chauffage, GNR),
- Services de télécommunication,
- Service de restauration,
- Entretien voirie (Entretien et fourniture d'enrobé à froid)
- Etudes.
- Entretien des espaces verts
- Travaux de restauration des mares
- Vérification et entretien des alarmes
- Fourniture et installation de visiophones
- Elaboration du PLUI
- Véhicules légers

2.7 - Le fonds de concours

Dans le cadre du déploiement de sa politique de territoire, la Communauté de communes Roumois Seine a décidé de venir en appui de ses communes membres à travers notamment la mise en place d'un dispositif d'attribution de fonds de concours sur la période 2021-2026.

Ce dispositif permet à la fois :

- d'apporter une aide financière à toutes les communes via un fonds de concours thématiques lié aux grands axes du projet de territoire, adopté lors de la séance du conseil communautaire du 14 décembre 2020 ;
- de donner une capacité d'action communale destinée à la réalisation de projets communaux structurants au service des administrés.

Envoyé en préfecture le 07/02/2025

Reçu en préfecture le 07/02/2025

Publié le

ID : 027-200066405-20250203-CC_FL_08_2025-DE



Ce fonds de concours doit ainsi traduire les ambitions du projet communautaire et favoriser l'inscription des projets locaux dans une dynamique de cohésion sociale et territoriale et d'innovation économique, culturelle et environnementale.

En 2024, 20 dossiers ont été déposés et validés (13 en 2023)

Communes	Enveloppe fonds de concours	PROJET	Fonds		Enveloppe
			attribué	versé	
Aizier	7 056,00 €	Réfection monuments aux morts	1 827,90 €	1 827,90 €	2 972,85 €
		Electrification cloche église	2 255,25 €	2 255,25 €	
Amfreville-Saint-Amand	25 830,00 €	Aire de jeux ecole	8 000,00 €	8 000,00 €	17 830,00 €
Barneville-sur-Seine	17 070,00 €	rénovation du gîte de la roche	7 360,00 €	7 360,00 €	5 106,44 €
		rénovation logement communal	4 603,56 €	4 603,56 €	
Boissey-le-Chatel	26 970,00 €				26 970,00 €
Bosgouet	21 690,00 €	Securisation abords ecole	5 945,00 €	5 945,00 €	745,00 €
		Amenagement d'une cuisine dans la salle communale	15 000,00 €	15 000,00 €	
Bosroumois	47 866,00 €				47 866,00 €
Bouquetot	22 974,00 €				22 974,00 €
Bourg-Achard	52 299,00 €	Aménagement piétonnier chemin guide du fay	37 625,60 €		7 497,80 €
		Box à vélos	7 175,60 €		
Bourneville-Sainte-Croix	28 329,00 €	sécurisation des abords du stade René Millet	13 051,00 €	13 051,00 €	- €
		de l'implantation d'un terrainsynthétique de football à cinq éclairé.	15 278,00 €	- €	
Caumont	22 911,00 €	Aire de jeux et terrain de petanque	15 437,39 €	15 437,39 €	311,61 €
		Equipement supplémentaire aire de jeux	7 162,00 €	7 162,00 €	
Cauverville-en-Roumois	9 492,00 €	Aménagement cimetière	3 360,50 €	3 360,50 €	2 940,59 €
		pose d'un banc dans le cimetière communal	410,83 €		
		Ossuaire	970,83 €		
		Aire de jeux	1 809,25 €	1 809,25 €	
Etreville	20 820,00 €	Terrain cimetière	10 410,00 €		10 410,00 €
Eturqueraye	12 810,00 €	Chaufferie	1 576,30 €	1 576,30 €	5 576,04 €
		Eclairage LED	6 000,00 €	4 807,66 €	
		Audit énergétique	850,00 €		
Flancourt-Crescy-en-Roumois	31 416,00 €	Renovation logement social	31 416,00 €	31 416,00 €	- €
Grand-Bourgtheroulde	50 687,00 €				50 687,00 €
Hauville	28 056,00 €	Amenagement, securisation et embellissement via l'entree RD90	28 056,00 €	28 056,00 €	- €
Honguemare-Guenouville	21 330,00 €	Terrain Multisports	13 775,00 €		5 727,89 €
		Aménagement abord boulodrome	1 827,11 €		
La Haye-Aubrée	20 748,00 €	acces cuisine, isolation plafond travaux salle polyvalente	4 691,25 €		16 056,75 €
La Haye-de-Routot	13 356,00 €	Mise en place pompe a chaleur mairie ecole gite	3 311,70 €		13 356,00 €
La Trinité-de-Thouberville	18 732,00 €	création aire de jeux pour enfants	16 273,68 €		2 458,32 €
Le Landin	9 492,00 €	Protection incendie centre bourg	9 492,00 €		- €
Le Thuit de l'Oison	47 944,00 €	réhabilitation ancienne mairie de thuit anger création cabinet médical	11 750,00 €		9 866,18 €
		Création d'une aire de jeux	26 327,82 €		
Les Monts du Roumois	33 894,00 €	Aménagement de la Place de berville	26 000,00 €	26 000,00 €	- €
		Défence incendie	7 894,00 €		
Mauny	7 812,00 €				7 812,00 €
Saint-Aubin-sur-Quillebeuf	22 230,00 €	Renovation energetique salle communale	4 042,73 €	4 042,73 €	12 593,61 €
		mplacement des portes d'entrée et mise en place rampe d'accessibil	5 593,66 €		
Saint-Denis-des-Monts	9 282,00 €	Travaux de sécurité sur la RD438	6 700,00 €		2 582,00 €
Sainte-Opportune-la-Mare	20 412,00 €	Toit de chaume prebytere	10 564,50 €	10 564,50 €	9 847,50 €
Saint-Léger-du-Gennevey	8 064,00 €	cheminement piéton	5 000,00 €		- €
		Création local technique	3 064,00 €	3 064,00 €	
Saint-Ouen-de-Pontcheuil	4 074,00 €	Installation d'une citerne enterrée	4 074,00 €	4 074,00 €	- €
Saint-Ouen-de-Thouberville	31 382,00 €				31 382,00 €
Saint-Ouen-du-Tilleul	35 196,00 €				35 196,00 €
Saint-Philbert-sur-Boissey	7 308,00 €	Aménagement paysager	2 253,28 €	2 253,28 €	5 054,72 €
Saint-Pierre-des-Fleurs	33 327,00 €	Equipements sportifs	4 000,00 €		21 000,00 €
		Véhicule	8 327,00 €		
Saint-Pierre-du-Bosguérard	22 155,00 €	Trottoirs centre bourg	19 285,00 €		- €
		Changement chaudiere	2 870,00 €		
Thénouville	22 218,00 €	Défence incendie	14 541,16 €	14 541,16 €	7 676,84 €
Tocqueville	7 014,00 €	Mise en securite VC 7 accès défense incendie	736,00 €	736,00 €	4 398,00 €
		Création terrain de pétance	1 880,00 €	1 880,00 €	
Trouville-la-Haule	24 330,00 €	Revitalisation centre bourg	24 330,00 €	24 330,00 €	- €
Valletot	18 354,00 €	Installation de lanternes LED sur le réseau d'éclairage public	4 500,00 €		7 776,00 €
		Défence incendie	6 078,00 €		
Vieux-Port	3 276,00 €				3 276,00 €
Voisreville	5 418,00 €	pose de candélabres solaires	5 418,00 €	4 815,00 €	603,00 €
Total	873 624,00 €		480 180,90 €	247 968,48 €	398 550,14 €

2.8- la structure et la gestion de la dette

La stratégie financière de la CCRS repose sur une maîtrise de l'encours de la dette. Au 1^{er} janvier 2024, l'encours de la dette est de 5 344 287,27 €, comprenant 19 emprunts (dont aucun dit « toxique ») souscrits auprès de quatre prêteurs.

A noter que l'encours inclus un emprunt de 1 100 000 € pour les travaux de fibre optique afin de financer l'avance versée à Eure Numérique. Cet emprunt relais de courte durée, 4 ans, est remboursé au même rythme que les remboursements d'Eure numérique.

Etapes	2021	2022	2023	2024	2025
Paiement de l'avance à Eure numérique	1 100 000,00 €				
Levée Emprunt par la CCRS		1 100 000,00 €			
Remboursement à l'établissement bancaire par la CCRS		- 550 000,00 €	-275 000,00 €	-275 000,00 €	
Remboursement à la CCRS par Eure numérique			550 000,00 €	275 000,00 €	275 000,00 €

Ainsi, l'annuité de la dette s'en trouve temporairement affectée sur les exercices 2023 à 2025 mais avec des recettes équivalentes.

Exercice	Encours début	Annuité	Intérêts	Taux moyen	Taux actuariel	Amortissement
2024	6 385 599,24	1 118 037,27	76 725,30	1,17%	1,23%	1 041 311,97
2025	5 344 287,27	939 528,93	59 125,85	1,02%	1,10%	880 403,08
2026	4 463 884,19	659 668,43	49 370,11	1,00%	1,14%	610 298,32
2027	3 853 585,87	584 018,03	40 118,63	0,96%	1,08%	543 899,40
2028	3 309 686,47	339 798,90	31 818,49	0,94%	0,99%	307 980,41
2029	3 001 706,06	337 457,22	27 880,32	0,93%	0,96%	309 576,90
2030	2 692 129,16	281 782,14	23 916,79	0,93%	0,93%	257 865,35

L'exercice 2024 comprend le remboursement de 50% de l'emprunt relais levé en 2022 pour un montant de 550 000 €. La capacité de désendettement s'établit, ainsi, à 2.30 années en 2023. Notre volonté est de conserver une évolution contenue et maîtrisée de cet indicateur à moins de 5 années permettant à la CCRS de conserver un niveau d'endettement faible et de pouvoir financer les projets.